

UNIVERSITE POPULAIRE ET CITOYENNE

9 avril 2015 18h-20h30

Cnam, amphithéâtre Paul-Painlevé, 292 rue Saint-Martin, Paris 3^e

Commun et économie solidaire

En présence de :

Christian Laval, sociologue

Jean-Louis Laville, sociologue

Pierre Dardot, philosophe (sous réserve)

Débat animé par **Thierry Brun**, rédacteur en chef adjoint de *Politis*

La problématique du commun se propose de repenser la production et la gestion des ressources naturelles tout autant que celles de la culture, du transport ou du logement. Elle rencontre pour cette raison la perspective de l'économie solidaire. Un débat sur le croisement entre ces deux approches et les conséquences tant pratiques que théoriques a été entamé dans le hors-série de *Politis* novembre/décembre 2014. Il s'agira donc de le prolonger à l'occasion de cette soirée.

Jean-Louis Laville :

« ...C'est dans un contexte de crise de la synergie entre marché et État, privé et public, qu'émerge aujourd'hui la notion de commun, dont il est important d'examiner le lien qu'elle a avec des formes historiques de socialisme non étatique... »

Christian Laval :

« ... cette notion de « communs »..... est aujourd'hui remobilisée ... comme point d'appui pour toutes les luttes contre les processus de privatisation et de marchandisation qui accompagnent la mondialisation et la financiarisation du capitalisme...

.... Le commun comme principe ne doit pas rester attaché à un certain type de biens supposés « naturellement communs », mais doit être regardé comme transversal à toutes les activités. Sous cet angle, l'ESS peut jouer des rôles multiples de catalyseur, d'analyseur, de propulseur. Mais elle ne peut le faire que si, en son sein, s'impose le principe de l'autogouvernement démocratique.

Et n'oublions pas que tout le champ de l'ESS est confronté, par divers canaux et mécanismes, à des effets de domination en provenance des entreprises privées qui lui font parfois directement concurrence et par les pouvoirs publics qui les tiennent dans la dépendance par les modes d'attribution des financements. Le commun dans l'ESS est un combat, non une essence qui lui serait propre... »

Jean-Louis Laville

« ... Cet agir commun dont tu parles peut prendre d'autant plus d'importance que les politiques publiques confèrent un rôle actif à des associations permettant à la population de s'exprimer. Le défi est de ne pas réduire les associations à des prestataires de service mais de les prendre en compte comme espaces de délibération.

La vulgate marxiste dominante à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, obsédée par le rôle du parti dans la prise du pouvoir d'Etat, [elle] a mêlé à son positivisme un fétichisme politique ... qui l'a incité à mépriser les formes pionnières de structuration des travailleurs accusés de socialisme utopique. Or, ... si le mouvement ouvrier a été inspiré par les théoriciens utopistes, il s'en est distingué par le souci concret des expériences sociales et des créations institutionnelles originales. Il a inventé une solidarité démocratique, une action collective volontaire menée par des citoyens libres et égaux, qui avaient pour but de diffuser et d'approfondir dans la vie économique les droits obtenus au niveau politique.

Christian Laval

« ... Cet associationnisme originel visait l'institution d'un commun des ouvriers, comme l'avait mieux vu Proudhon que Marx. ... l'associationnisme s'est construit sur des formes de sociabilité, d'entraide et de coopération qui empruntaient au registre de coutumes populaires et les recréaient par des inventions institutionnelles. Une telle combinaison d'ancien et de nouveau doit sensibiliser aujourd'hui à toutes les démarches empiriques qui mélangent étroitement protection et émancipation en s'opposant à la marchandisation comme à la bureaucratisation. Une multitude d'initiatives solidaires contemporaines stimulent une auto-transformation de la société, par une activité politique instituante reposant sur la délibération... »

Jean-Louis Laville

« ... Les engagements citoyens n'ont pas disparu mais ils ont évolué et ont du mal à s'agréger. Ce qui est dramatique dans la situation actuelle, c'est l'incompréhension qui règne entre initiatives citoyennes et politiques publiques. Le refus du monde politique par les promoteurs d'initiative ne peut que déboucher sur une impasse, l'ignorance des initiatives par les responsables politiques les prive de soutien populaire et les enferme dans les recompositions politiciennes... »

Christian Laval

« ...il importe aussi de refuser tout ersatz de commun qui se bornerait à moraliser le système capitaliste par des bons sentiments De la même façon, il convient de dissocier la logique démocratique de l'agir commun des formes régressives et oppressives de communautarisme qui, au nom de l'identité spécifique, irréductible, inaltérable, d'un groupe, se croit autorisé à déployer toutes les techniques de l'embrigadement fanatique et totalitaire sur ses membres. C'est là l'enjeu de la révolution du commun... »

(extraits de l'entretien entre Christian Laval et Jean-Louis Laville *Quelle action collective pour les biens communs ?*, Politis, hors-série, nov/déc. 2014)

Entrée libre sur inscription en suivant ce lien :

https://docs.google.com/forms/d/1U1TpYeQ8M8g2s-i6kCtfoY9kaUtZthALiMIMXXur0OY/viewform?usp=send_form

Prochaine session : 11 juin - Associations et action publique

